

La Réplique



ISABELLE PAINCHAUD

LUTTER POUR DES
MILIEUX DE TRAVAIL
PLUS SÉCURITAIRES

CHANGEMENTS
CLIMATIQUES -
COMMENT LES
SYNDICATS OUVRENT
LA VOIE VERS
UN AVENIR PLUS
ÉCOLOGIQUE

Courage et résilience en Colombie

Actualiser la
gestion de déchets :
l'exemple de
Conception Bay
South

La communauté
de l'enseignement
postsecondaire
remporte une victoire
majeure contre les
conservateurs de Ford

« Les travailleurs sont en première ligne de la crise climatique. Nous devrions être sur la ligne de front à trouver des solutions dès maintenant. »

Angella MacEwen, économiste au SCFP, p. 5

Le président du SCFP-Manitoba est déterminé à construire un mouvement

Quand Abe Araya s'est impliqué dans sa section locale pour la première fois, il y a huit ans, il n'aurait jamais cru se faire élire un jour à la présidence du plus grand syndicat du Manitoba.

Le 13 novembre 2019, les délégués au congrès du SCFP-Manitoba ont choisi Abe Araya pour diriger leur division alors que le gouvernement conservateur provincial poursuit ses attaques contre les travailleurs.

« Je me suis battu toute ma vie. J'ai surmonté les obstacles et affronté des employeurs jusque dans la rue », a confié Abe Araya.

Abe Araya a précédem-

ment occupé le poste de président de la section locale 110, qui représente entre autres les concierges, les peintres et les ouvriers des services publics de la Division scolaire de Winnipeg. Natif de l'Érythrée, il est arrivé tout jeune au Canada. Il espère que son parcours et son travail serviront de sources de motivation pour les jeunes, qu'ils soient réfugiés ou non.

« Notre division scolaire dessert certaines des communautés les plus pauvres et les plus marginalisées au pays. Je m'inspire des difficultés des élèves. J'espère qu'ils pourront, à leur tour,

s'inspirer de ce que je fais au sein du syndicat en luttant pour l'équité pour tous », a rappelé M. Araya.

Par le passé, Abe Araya a aussi participé à l'organisation de bénévoles membres du SCFP afin de favoriser l'élection de candidats amis des travailleurs à tous les paliers de gouvernement. Au fil des ans, il a aussi convaincu de nombreux membres de manifester pour des causes syndicales ou communautaires.

« S'impliquer pour la justice sociale, c'est une grande responsabilité, mais c'est aussi incroyablement enrichissant. Le moment est venu pour les travailleurs, les jeunes, les Autochtones, les nouveaux arrivants, les écologistes et les autres personnes qui militent pour la justice sociale d'unir leurs forces pour contrer les idéologies de droite », a souligné M. Araya.



Abe Araya espère participer à l'unification des forces syndicales et bâtir des partenariats plus solides avec la communauté. « Le gouvernement conservateur du Manitoba effectue des compressions en santé, en éducation et dans les services sociaux. La lutte va maintenant au-delà des sections locales syndicales et

des tables de négociation », a-t-il lancé.

« Nous devons maintenant lutter côte à côte avec nos alliés communautaires. Je suis convaincu que le SCFP-Manitoba portera bien haut notre drapeau à chaque étape de cette route », a-t-il conclu.

■ David Jacks



Denis Bolduc, nouveau Secrétaire général à la FTQ

Après plus de huit ans à l'exécutif du SCFP-Québec, dont trois à titre de président, Denis Bolduc débute un nouveau pan de sa carrière syndicale : celui de Secrétaire général à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

« Je m'acharnerai à faire respecter les droits des travailleurs et travailleuses devant un gouvernement de la CAQ qui semble oublier facilement que ce sont les membres que nous représentons qui forment les familles du Québec », a déclaré Denis Bolduc.

Denis Bolduc milite depuis bientôt 30 ans. Ses premières années de syndicalisme au Journal de Québec l'ont poussé dans un des conflits les plus durs des années 2000. Face à un employeur entêté, vorace et sans scrupule, il a su développer une forte résilience qui a fait de lui le militant syndical motivé et intègre que l'on connaît aujourd'hui.

LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP HIVER 2020

La Réplique

SSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : comm@scfp.ca

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, Ont. K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédactrice en chef

Rosane Doré Lefebvre

Directrice des communications

Karine Fortin

Graphiste

Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction

Manon Lajoie • Céline Carré •

Vicky Allard

Collaborateurs

David Jacks • Lisa Djevahirdjian • Leonor Cedillo • Angella MacEwen • Mark Hancock • Charles Brenchley • Karin Jordan • Joseph Leonard-Boland • Janet Szliske • Kevin Wilson

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président national Mark Hancock

Secrétaire-trésorier national

Charles Fleury

Vice-présidences générales

Sherry Hillier • Denis Bolduc • Fred Hahn • Judy Henley • Paul Faoro

Vice-présidences régionales

Ernest Green / Terre-Neuve-et-Labrador • Nan McFadgen / Nouvelle-Écosse • Brien Watson / Nouveau-Brunswick • Leonard Gallant / Île-du-Prince-Édouard • Benoît Bouchard, Patrick Gloutney / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Bryan Keith / Nord de l'Ontario • Gord Delbridge / Manitoba • Tom Graham / Saskatchewan • Rory Gill / Alberta • Trevor Davies, Barb Nedderpel / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Yolanda McClean • Debra Merrier

Imprimée par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



Se mobiliser pour sauver des vies

Impliquée dans la section locale 4835 depuis 2001, la vice-présidente Isabelle Painchaud a à cœur le mouvement syndical et le bien-être des travailleurs. Un de ses nombreux cheval de bataille est l'installation de défibrillateurs en milieu de travail.

En décembre 2018, les travailleurs de l'Office national du film (ONF) ont perdu leur confrère Richard Lanoue, décédé en poste des suites d'un arrêt cardiaque. Une perte probablement évitable, puisqu'Isabelle et ses collègues se démenaient déjà pour qu'un défibril-

lateur soit installé dans leurs locaux.

« Depuis des années, nous demandions à notre employeur d'avoir un défibrillateur. Nous avons fini par l'avoir, mais au coût d'une vie. Un de nos collègues est mort et il aurait peut-être pu être sauvé si on avait eu ce précieux équipement médical sous la main. Dès lors, j'ai décidé de m'engager pour que ça n'arrive pas à d'autres », explique Isabelle Painchaud. Deux jours après la tragédie, l'ONF recevait ses défibrillateurs tant attendus.

Avec l'équipe syndicale menée par le président de la section locale 4835, Luc Léger, Isabelle a fait campagne pour que les employeurs de partout au pays se procurent des

défibrillateurs. Ils ont également travaillé de pair avec l'ancien député du NPD à Sherbrooke, Pierre-Luc Dussault, pour déposer un projet de loi en ce sens à la Chambre des communes.

« On s'est habitué à avoir des détecteurs de fumée et des extincteurs partout. Nous allons très bien nous adapter à avoir des défibrillateurs. Leur utilisation est simple et leur coût est minime quand on pense que ça peut sauver des vies. Les employeurs et les salariés en sortiront gagnants », mentionne Isabelle Painchaud.

Des délégués de la section locale 4835 étaient présents au congrès du SFCP-Québec, où ils ont présenté une résolution adoptée à l'unanimité,

demandant l'installation de défibrillateurs dans tous les milieux de travail.

Sa lutte pour le bien-être de ses pairs ne date pas d'hier. « À 9 ans, j'ai entraîné mes amis à l'école dans une grève! Il pleuvait dehors à la récréation et une de nos camarades de classe qui n'avait pas de vêtements adéquats était frigorifiée. J'ai demandé à la surveillante si on pouvait la laisser entrer dans l'école et celle-ci a refusé. En entrant ensuite en classe, j'ai aux autres : « On fait la grève! ». Notre enseignante nous a expliqué qu'on devait se trouver un porte-parole et faire des pancartes. Ça a été tout

un baptême du feu », se rappelle Isabelle Painchaud. ■ Lisa Djevahirdjian



Malgré des résultats étonnants, l'ONF est un patient sous respirateur artificiel

Depuis 1939, l'Office national du film (ONF) crée des œuvres primées qui ont fait le tour du monde. Les nombreux artisans qui y travaillent contribuent grandement à son rayonnement et se démarquent aussi par leur engagement social via leur syndicat.

En 2019, l'organisme public fédéral célébrait son 80^e anniversaire. Celui-ci peut se vanter d'avoir été finaliste aux Oscars plus souvent que tout autre producteur de films à l'extérieur d'Hollywood.

Malheureusement, l'ONF doit toujours faire plus avec des budgets de plus en plus restreints. À l'aube du dépôt du nouveau budget, dans une lettre adressée au premier ministre Justin Trudeau, les syndicats ont demandé un financement accru pour cette institution qui a fait et continue à faire rayonner la culture et le savoir-faire canadien à travers le monde.

PRÉSIDENT NATIONAL MARK HANCOCK

Moderniser notre syndicat pour le 21^e siècle

Il y a quelques mois à peine, plus de 2000 membres et militants du SFCP se réunissaient à Montréal pour débattre de l'avenir de notre syndicat et de notre mouvement. Au 29^e congrès national du SFCP, nous avons beaucoup discuté de la modernisation de nos pratiques et de nos statuts.

Je sais bien que les amendements statutaires ne soulèvent pas l'enthousiasme des foules, mais sachez que ceux que nous avons adoptés au congrès de Montréal constituent les changements les plus importants aux statuts de notre syndicat depuis sa fondation en 1963.

De plus, ils contribuent grandement à faire du SFCP un syndicat progressiste et exemplaire, prêt pour les défis du 21^e siècle.

Bon nombre des changements apportés au congrès concernaient des pratiques qui avaient cours depuis longtemps sans avoir été officialisées. En clarifiant ces « règles non écrites », nos statuts ont gagné en transparence et en reddition de comptes.

Plus particulièrement, le processus d'élection de notre Conseil exécutif national reposait largement sur les coutumes et la tradition, plutôt que sur des règles écrites. Les délégués à Montréal ont choisi de rectifier le tir en adoptant des amendements énonçant des règles claires régissant la procédure d'élection des vice-présidents généraux, des vice-présidents de la diversité et des vice-présidents régionaux, en plus de définir les rôles et responsabilités de ces postes.

Nous avons aussi adopté le vote électronique, qui pourra être utilisé dès le prochain congrès pour les élections et les votes à la discrétion du président d'assemblée.

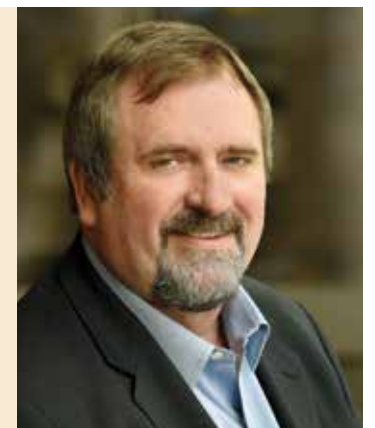
Le congrès a aussi approuvé des modifications à la procédure de procès du SFCP, résultat d'un examen complet qui incluait des consultations auprès des membres et des organismes à charte.

Comme beaucoup d'entre nous le savent, notre ancienne procédure ne fonctionnait pas comme prévu. Elle était frustrante pour les sections locales et servait trop souvent à des fins politiques, ce qui n'a jamais été son intention.

Désormais, les plaintes seront traitées à l'extérieur de la section locale, ce qui éliminera la politique interne du processus de règlement des différends. Un enquêteur indépendant sera affecté aux dossiers et, pour ceux qui chemineront vers le procès, on formera un comité composé de membres de la région. En cas d'une plainte pour harcèlement ou discrimination, le plaignant aura la possibilité de choisir un processus alternatif de règlement de litige.

En plus de renforcer le SFCP de l'intérieur, ces réformes nous permettent de consacrer plus d'attention et d'énergie à la négociation, pour nos membres, et à la défense de tous les travailleurs du pays.

MARK HANCOCK EN LIGNE twitter.com/MarkHancockCUPE



AGIR CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Agriculture urbaine : un projet en croissance

Depuis 2013, Stefan Sommer, de la section locale 4400, participe à une initiative qui renforce les efforts de développement durable et de consommation énergétique du conseil scolaire de la région de Toronto (TDSB) tout en rapprochant l'agriculture des élèves : le projet Agriculture urbaine innovante.

Tout au long de l'année, Stefan, assisté par des élèves, jardine à l'intérieur sur de hautes tours hydroponiques dans des écoles du TDSB. Quelque 44 plants peuvent être cultivés à la fois sur ces tours. Les cafétérias scolaires reçoivent des produits frais cultivés sur place en suivant des cycles permettant de répondre à la demande. De la culture des semis à la transplantation, puis à la récolte, à la production et à la consommation, les étudiants bénéficient pleinement de cette forme d'agriculture à petite échelle.

« Cela a transformé leur façon de voir les légumes. La valeur nutritive des légumes que nous cultivons est de loin supérieure à celle des aliments qu'on trouve en épicerie. Le goût et la qualité

sont meilleurs. Quand je vais à l'école, j'ai des enfants qui supplient pour avoir des croustilles de chou frisé ! », explique Stefan Sommer.

Le projet permet aux élèves d'acquérir des connaissances importantes. En plus de comprendre les bénéfices concrets de la consommation de produits locaux et d'acquérir des compétences en jardinage hydroponique, ils ont droit à une expérience d'apprentissage harmonisée au programme d'études de l'Ontario. « Nous adaptons l'expérience que nous proposons aux écoles, que ce soit dans le cadre du programme scolaire ou d'une activité sur l'heure du midi. Par exemple, dans une école, le projet a été mis en œuvre dans le cadre du cours de sciences, où nous nous concentrons sur l'innovation et l'amélioration du projet. Dans une autre, il s'inscrit dans une classe d'économie, en étudiant par exemple la valeur des récoltes », ajoute M. Sommer.

Des enfants aux besoins spéciaux

Stefan Sommer est fier de travailler à la mise en œuvre de pratiques durables



« Je suis très fier de ce que nous avons fait pour aider ces élèves à atteindre leurs objectifs scolaires. Franchement, voir un enfant en fauteuil roulant se lancer dans le jardinage a validé tout ce que nous avons dû traverser ces dernières années comme organisation pour concrétiser ce programme. »

dans son environnement de travail, mais sa réalisation la plus importante, à son avis, a trait aux répercussions du projet sur les enfants. La plupart des élèves avec qui il travaille ont une déficience intellectuelle, un handicap physique ou un trouble du spectre de l'autisme.

Une communauté engagée

Avec l'aide et le soutien des enseignants, du TDSB et de la section locale 4400, le projet d'Agriculture urbaine innovante prend de l'ampleur. En janvier 2020, six écoles participeront à l'initiative.

D'autres s'en inspirent aussi pour entamer leur propre projet de jardinage.

Au vu de ce succès, Stefan Sommer reste humble : « C'est l'effort de toute une communauté. Le conseil scolaire était très coopératif et le président de la section locale 4400, John Weatherup, a vraiment cru en ce projet. Enfin, Fred Hahn, le président du SCFP-Ontario, a trouvé du financement. Je n'aurais pas pu en faire autant sans eux. »

■ Rosane Doré Lefebvre



Stefan Sommer auprès d'une de ses tours hydroponiques.

COP25 : Une occasion ratée pour les dirigeants mondiaux

Après une année de mobilisation planétaire, où des centaines de milliers de citoyens ont pris la rue afin d'exiger des mesures pour combattre les changements climatiques, les attentes étaient élevées pour que les pays s'entendent sur des solutions communes lors de la COP25.

Le bilan de la conférence est malheureusement très décevant. Aucune mesure n'a été prise pour aider les pays en développement à faire face aux impacts des changements climatiques, comme le prévoyait l'Accord de Paris. De plus, aucun accord n'a été conclu quant aux mécanismes internationaux du marché du carbone ou au respect des droits de la personne et des droits des peuples autochtones, tel qu'espéré.

Le SCFP continuera néanmoins de lutter avec plusieurs ONG, syndicats et autres organisations pour trouver des solutions adéquates et presser les dirigeants mondiaux d'agir contre les changements climatiques.

■ Leonor Cedillo



Les changements climatiques, un problème de santé-sécurité au travail

Les changements climatiques entraînent des tempêtes et des inondations plus intenses, des canicules et des feux de forêt plus fréquents, ainsi qu'un risque accru de maladies transmises par les moustiques ou les tiques. Cela est préoccupant pour n'importe qui, mais, pour de nombreux travailleurs, il s'agit de risques nouveaux ou plus graves pour la santé et la sécurité au travail.

De nombreux membres du SCFP travaillent dans les services d'urgence et de sécurité, la santé, les services muni-

cipaux, les communications et les services sociaux. Au cours des 30 dernières années, ceux-ci ont subi des compressions, des réductions d'effectifs, des fusions et des privatisations. Outre cette austérité permanente, les conséquences des changements climatiques commencent à modifier notre façon de travailler, selon notre lieu de résidence et nos tâches.

Par exemple, l'emploi des travailleurs qui rétablissent l'électricité ou qui organisent les opérations d'évacuation et de secours après une tempête devient plus exigeant et dange-

reux. Et la multiplication des canicules et des maladies respiratoires causées par les feux de forêt et le prolongement de la saison du pollen accroissent la charge de travail des employés de la santé. De plus, ces facteurs, tout comme les maladies transmises par les insectes, affectent les personnes qui travaillent normalement à l'extérieur.

On peut gérer ces nouveaux risques de diverses manières. Nous pouvons essayer de les réduire au minimum grâce à nos comités de santé et de sécurité qui identifient des façons d'adapter nos lieux de travail. Nous pouvons aussi former des comités d'environnement pour soutenir cette adaptation

et réduire notre empreinte carbone. Ces étapes sont importantes, mais il faut en faire beaucoup plus.

Les gouvernements peuvent prendre des mesures simples et concrètes pour lutter contre les changements climatiques et améliorer la santé et la sécurité des travailleurs. La modernisation des édifices publics crée des emplois, réduit la consommation d'énergie et procure des environnements de travail plus sains. Les municipalités doivent aussi investir dans l'infrastructure pour faire face aux changements climatiques : restauration des zones humides, ajout de digues pour se protéger des inondations et amélioration des infrastructures

d'approvisionnement en eau. Il faut aussi rendre les déplacements vers le travail abordables, sécuritaires et moins stressants.

Nos villes devraient bénéficier d'un transport en commun régulier, fiable et bon marché. En campagne et entre les villes, il faut généraliser les solutions publiques comme la Saskatchewan Transportation Company, au lieu de les fermer comme l'a fait l'actuel gouvernement de la Saskatchewan.

Les travailleurs sont en première ligne de la crise climatique. Nous devrions être sur la ligne de front à trouver des solutions dès maintenant.

■ Angella MacEwen

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

Poursuivons la lutte pour la justice climatique

En septembre dernier, des citoyens du monde entier ont pris part aux marches pour le climat dans le but d'exiger des actions concrètes et immédiates pour sauver notre planète. La science est sans équivoque : les engagements de réduction d'émission de gaz à effet de serre pris par les pays signataires de l'accord de Paris en 2015 sont insuffisants. Ils ne peuvent limiter le réchauffement climatique et éviter une catastrophe qui ne saurait tarder.

C'est avec ce sentiment d'urgence que des syndicats de partout à travers le monde se sont rendus à Madrid pour COP25 en décembre. J'ai eu le privilège de diriger la délégation du SCFP composée de notre confrère Derek Benson, coprésident du Comité national de l'environnement et vice-président de la section locale 941 en Alberta, ainsi que des membres du personnel. De concert avec des représentants syndicaux et de membres de la société civile, nous avons fait pression sur les politiciens pour qu'ils adoptent des cibles plus ambitieuses d'ici 2020, dans le but d'arriver à zéro émission nette d'ici 2050. Nous reconnaissons que les pays peuvent utiliser les marchés du carbone pour atteindre leurs objectifs de réduction, à condition d'interdire les échappatoires qui permettent la double compensation.

Nous avons également rappelé aux gouvernements qu'ils ont le devoir d'assurer une transition juste vers une économie plus verte. Pour réussir cette transition, les travailleurs ont besoin de soutien et de formation. Nous avons aussi appelé les pays à placer au centre de leurs plans de lutte aux changements climatiques, la création

de bons emplois écologiques par l'entremise d'une bonification des infrastructures et des services publics. De plus, nous avons demandé aux gouvernements de tenir leur promesse de consacrer 100 milliards de dollars annuellement d'ici 2020 au développement à faible émission en carbone dans les pays en développement. Nous avons souligné que la communauté internationale devait dédommager les pays en voie de développement pour les pertes et dommages, car ceux-ci sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.

Nous étions déterminés. L'énergie qui régnait a atteint son apogée lors de la Marche pour le climat, où des centaines de milliers de participants sont descendus dans la rue pour demander des actions immédiates. Dans la salle de conférence, les dirigeants politiques nous ont à peine entendus. Malheureusement, peu de progrès a été réalisé à la COP25. On était même en train de rejeter le principe de transition juste relativement aux droits de la personne et du travail. La lutte pour notre avenir n'est certainement pas terminée. Le SCFP continuera le combat au sein de notre syndicat, du Canada et dans le monde entier.

Le SCFP s'est engagé à réduire son empreinte carbone et à soutenir ses sections locales qui négocient des articles de convention collective sur le climat ou qui se dotent d'écodélégués dans leurs milieux de travail. Le SCFP consacre chaque année d'importantes ressources à la lutte contre les changements climatiques et à la lutte pour la justice environnementale.

Au niveau fédéral, nous continuerons de travailler avec le NPD pour forcer le gouvernement Trudeau à présenter un véritable plan pour lutter contre les changements climatiques. Ce plan devra avoir pour pierre angulaire des mesures qui appuient concrètement la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le respect des droits de tous les Canadiens et l'assurance d'une transition juste pour tous les travailleurs, leurs familles et leurs collectivités. Une première étape dans cette direction consisterait à ce que le Canada adhère à l'initiative des Nations Unies sur l'action climatique pour l'emploi lancée en septembre dernier, comme de nombreux pays l'ont déjà fait.





Justice mondiale

Courage et résilience en Colombie

En octobre, j'ai fait partie de la délégation du SCFP qui s'est rendue en Colombie pour rencontrer des représentants de deux organisations incroyables avec lesquelles le SCFP a tissé des liens grâce à son Fonds pour la justice mondiale.

Nous avons passé beaucoup de temps avec les gens de NOMADESC, une organisation de recherche et de défense des droits de la personne dirigée par la très courageuse Berenice Celeita. Elle nous a amené à des endroits que le gouvernement du Canada recommande de ne pas fréquenter.

Nous nous sommes rendus dans la ville portuaire de Buenaventura, plaque tournante des principales routes commerciales du pays. Dans cette région, l'exploitation des ressources par des entreprises étrangères

a obligé des milliers d'Autochtones et d'Afro-Colombiens à quitter leur communauté pour s'établir à Buenaventura, une ville qui ne dispose pas des logements, des services et des emplois dont ils ont besoin pour vivre dans la dignité.

Il y a deux ans, les citoyens ont uni leurs forces pour fermer la municipalité pendant 22 jours. Ils réclamaient la sécurité et des services essentiels comme l'eau, des services sanitaires et des soins de santé et d'éducation adéquats, alors que la ville connaît une croissance démesurée.

J'ai rencontré des membres du comité de grève. Ils m'ont parlé de leurs luttes. J'ai aussi assisté à l'élection à la mairie de Buenaventura de Victor Vidal, un des dirigeants de la grève.

Quelques jours plus tard, nous devons aussi rencontrer des dirigeants autochtones de la région de la Valle de Cauca.

La veille de cette réunion, cinq dirigeants autochtones ont été tués par des membres d'un groupe paramilitaire. L'une des victimes était une jeune femme, gouverneure élue de sa communauté.

Les quatre autres étaient des gardes territoriaux qui patrouillaient dans leur communauté, armés uniquement d'un bâton traditionnel. Malgré la violence engendrée par un processus de paix qui s'enlise, ces communautés ont en effet choisi de mener une existence pacifique sur leur territoire, conformément à leurs coutumes.

Le lendemain de cet événement tragique, nous nous sommes rendus à Tacueyo, la localité où le massacre a eu lieu. Des centaines de membres des communautés environnantes étaient rassemblés.

Ils étaient venus pour faire leur deuil, mais ils en ont aussi profité pour s'organiser. Malgré leur peine, plus de 600 personnes se sont réunies en petits groupes pour débattre. Elles ont discuté des choix qui s'offrent à elles et de la marche à suivre. Ce jour-là, j'ai été témoin d'une manifestation de courage incroyable face à une tragédie qui, pour moi, demeure encore difficile à comprendre.

J'ai également passé une journée avec des représentants de SINTRACUAVALLE. Ce syndicat, qui représente les travailleurs du seul fournisseur public

d'eau en Colombie, s'est battu courageusement contre la privatisation de l'eau, face à des adversaires parfois violents.

Nous avons visité une usine de traitement de l'eau. Même si l'installation est moins sophistiquée que les nôtres, elle permet d'approvisionner les communautés qu'elle dessert en eau potable publique. Nous avons aussi assisté à une réunion organisée par le syndicat pour les

rappelle qu'il y a encore trop d'endroits dans le monde où il n'est pas toujours prudent de parler publiquement des choses auxquelles on croit, et où on risque sa vie simplement parce qu'on milite dans un syndicat.

Le SCFP demandera au gouvernement canadien d'exercer des pressions sur le gouvernement colombien pour qu'il mette en œuvre l'accord de paix et garantisse

Leur courage me rappelle qu'il y a encore trop d'endroits dans le monde où il n'est pas toujours prudent de parler publiquement des choses auxquelles on croit, et où on risque sa vie simplement parce qu'on milite dans un syndicat.

citoyens qui se battent pour les services d'eau publics.

C'était vraiment quelque chose d'écouter les travailleurs et les résidents parler avec passion de l'importance de l'eau. Mais quel désespoir de savoir que la présidente du syndicat, mon amie Margarita Lopez, ne sort jamais de chez elle sans ses gardes du corps! En Colombie, cette syndicaliste et organisatrice communautaire reçoit constamment des menaces.

Leur courage me

les droits fondamentaux de la population colombienne.

Oui, au Canada, nous avons nos propres défis à relever, dans nos milieux de travail, dans nos communautés et même dans notre syndicat. Nous devons toutefois mettre notre réalité en perspective et demeurer déterminés à combattre l'injustice, partout où elle se trouve. Nous continuerons ainsi à bâtir un monde meilleur. C'est ça le pouvoir de la solidarité internationale.

■ Mark Hancock

Mark Hancock en compagnie d'employés de NOMADESC.



Le SCFP organise une discussion sur les régimes de retraite lors d'une conférence internationale sur les services publics

Au début décembre, des intervenants progressistes du monde entier, dont des chercheurs, des syndicalistes et des activistes communautaires, se sont réunis à Amsterdam pour établir des stratégies visant à renverser la privatisation

des services publics.

La conférence *L'avenir est public* s'inscrivait dans la lignée des efforts que mène le SCFP avec ses partenaires canadiens et internationaux pour freiner la privatisation et exiger des services publics robustes et adéquatement

financés. Plus de 350 participants du monde entier ont pris part à la conférence.

La conférence a permis de souligner que nous vivons un moment crucial qui exige des mesures décisives. Ces échanges sont cruciaux pour le SCFP, car ils lui per-

mettent de parler du travail qu'il accomplit dans le dossier de la privatisation, en plus de découvrir des moyens de renforcer ses efforts et de bâtir des réseaux internationaux de solidarité.

Le SCFP mène une discussion sur les régimes de retraite

Le SCFP a mené une discussion sur les régimes de

retraite publics et leur rôle dans la privatisation des infrastructures publiques dans le monde. La discussion, animée par Daria Cibrario de l'Internationale des services publics, s'est centrée sur la nécessité de trouver des façons de tenir nos régimes de retraite publics responsables de leurs décisions de placements et de veiller à ce qu'ils ne contribuent pas à une dynamique de privatisation.

Pour voir l'enregistrement complet de la discussion, **consultez la page Facebook du SCFP.**

■ Charles Brenchley



Une recherche dévoilée lors de la conférence indique qu'une résistance face à la privatisation prend de l'ampleur à travers le monde. Cette recherche, menée par le Transnational Institute, documente plus de 1400 exemples de projets déprivatisés dans divers secteurs, dont plus de 50 exemples canadiens.

Le rapatriement de la collecte des déchets renforce la sécurité des éboueurs de la section locale 3034

Les employés municipaux de Conception Bay South, à Terre-Neuve, accueillent favorablement l'automatisation de la collecte des déchets. Les nouveaux camions automatisés offrent des conditions de travail plus sécuritaires aux éboueurs, membres de la section locale 3034. La fin de la privatisation du service de collecte était la première étape pour renforcer la sécurité des travailleurs.

« Quelle différence ça fait de travailler pour la ville; c'est beaucoup plus sécuritaire », confie Corey Mitchell, un éboueur. « La collecte des déchets est un travail sale et dangereux. L'automatisation rend le tout beaucoup plus sûr », ajoute M. Mitchell, qui a travaillé pour un entrepreneur privé avant que la municipalité ne rapatrie les services de collecte en 2012, mettant ainsi fin à 30 ans de service peu fiable et coûteux.

Le rapatriement de ce service a permis de mieux gérer les enjeux de santé et de sécurité, mais les éboueurs qui collectent des tonnes de déchets chaque jour sont toujours exposés à certains risques.

La section locale 3034

a fait de la prévention des blessures une priorité lors des réunions syndicales-patronales et des réunions du comité mixte de santé et sécurité au travail, souligne la présidente de la section locale 3034, Terri-Lynn Cooper. Lorsque la municipalité a acheté un camion automatisé, la section locale a fait pression pour favoriser une automatisation complète.

« Le conseil municipal avait décidé de faire la transition sur une longue période, c'est-à-dire deux ans, mais grâce à nos pressions, la ville a accepté d'automatiser entièrement ses camions à compter de

l'automne 2019 », raconte Mme Cooper.

Celle-ci ajoute que l'automatisation était une priorité en raison des nombreuses blessures liées à la collecte, « dont des blessures au dos, aux bras et aux genoux, et des blessures causées par des objets coupants se trouvant dans les déchets, comme des aiguilles. Ce type de blessures survenait régulièrement. »

M. Mitchell indique que les boîtes de bois dans lesquelles les résidents laissaient auparavant leurs déchets contenaient parfois des éléments dangereux, dont des nids de guêpes et

des rongeurs. Il y a quelques années, des éclats de verre se trouvant dans un sac à poubelle lui ont causé une entaille à la jambe qui a nécessité huit points de suture.

Aujourd'hui, les résidents utilisent de grands bacs roulants en plastique. Corey Mitchell n'a plus à prendre les sacs se trouvant à l'intérieur. À partir du camion, il dirige un bras mécanique qui saisit le bac et le vide à l'arrière du camion. « Avant, je devais parfois soulever 14 tonnes par jour. Aujourd'hui, le bras mécanique le fait à ma place », raconte-t-il.

■ Karin Jordan



Terri-Lynn Cooper, présidente de la section locale 3034 du SCFP et Corey Mitchell.

Négocier contre la violence au travail dans le secteur des bibliothèques

Les bibliothèques sont généralement considérées comme des espaces publics sécuritaires. Malheureusement, des recherches menées par le SCFP et des reportages récents démontrent que les

bibliothèques présentent des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs comme des usagers.

Une étude menée par le SCFP auprès d'employés de bibliothèque en Colombie-Britannique a révélé que

des travailleurs ont subi ou ont été témoins de menaces verbales et physiques, de contacts physiques non désirés, d'agressions sexuelles, d'attentats à la pudeur, de visionnement de documents explicites en ligne, de vols et

Faire face à la violence au travail est une problématique complexe qui nécessite toute une gamme de mesures, notamment d'éducation et de formation. Disposer de meilleures clauses dans la convention collective peut aussi vous rendre la vie plus facile. Il est donc important de négocier des clauses pour :

- Définir et interdire toutes les formes de discrimination, de harcèlement et de violence.
- Exiger que l'employeur offre une formation sur la violence au travail à tous les travailleurs.
- Bonifier les assurances collectives et les programmes d'aide aux employés pour qu'ils couvrent l'aide aux victimes de violence familiale.
- Augmenter la dotation en personnel, prévoir un financement accru et promouvoir une conception plus sécuritaire des bibliothèques.

de consommation ou de trafic de drogue. Les employés de bibliothèque membres du SCFP doivent composer avec des usagers en état d'ébriété et doivent parfois leur interdire l'accès aux lieux. Et lorsque les choses tournent mal, il leur arrive d'appeler les premiers intervenants, par exemple lorsqu'un usager fait une surdose d'opioïdes ou d'une autre substance.

Bref, la violence au travail est un risque dans le secteur des bibliothèques et les politiques d'austérité gouvernementales ne font qu'aggraver la situation. Les compressions budgétaires dans les services sociaux ont en effet entraîné une augmentation du nombre de personnes qui se tournent vers leur bibliothèque pour obtenir du soutien.

Au final, les employés

font état d'un nombre accru d'interactions avec les populations vulnérables, marginalisées et ayant des besoins élevés, comme les itinérants, les toxicomanes et les personnes souffrant de maladie mentale. Les travailleurs doivent parfois accomplir des tâches plus généralement associées au travail social sans nécessairement disposer de la formation, des ressources et du temps nécessaires pour offrir ces services. Il arrive que la situation se détériore au point où l'employé subit de la violence physique ou verbale et du harcèlement.

Pour en savoir plus, consultez la Trousse de prévention de la violence et du harcèlement au travail du SCFP au scfp.ca.

■ Joseph Leonard-Boland

La section locale 2950 lance un projet d'histoire locale à l'UBC



Dévoilement de la plaque.

Le 13 novembre, après plus d'un an de travail méticuleux, dirigeants syndicaux et militants se sont réunis avec archivistes et bibliothécaires pour célébrer le 45^e anniversaire du prédécesseur de la section locale 2950, soit la section locale 1 de l'Association des employés universitaires et collégiaux (AUCE). Ensemble, ils ont dévoilé un projet de numérisation dont l'objectif était bien simple : immortaliser la contribution féministe de l'AUCE à l'histoire de la classe ouvrière.

Histoire syndicale, militantisme féministe et technologie numérique étaient au menu de l'événement. La section locale 1 de l'AUCE est reconnue pour avoir été la première à obtenir un congé de maternité pleinement financé, grâce à un article novateur enchâssé dans sa

première convention collective, en septembre 1974. Cela a ouvert la voie à davantage d'égalité et d'équité en milieu de travail pour de nombreuses autres travailleuses.

Le projet d'archivage de ce pan important de l'histoire syndicale a commencé lorsque 43 boîtes d'archives de l'AUCE ont eu besoin d'une nouvelle maison. La section locale 2950 a demandé à la bibliothèque de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) de confirmer la valeur des documents, puis elle a financé un poste de stage coopératif pour qu'un étudiant puisse trier et cataloguer le matériel.

Ce projet de numérisation a débuté en mai 2018. Il a produit 21 000 pages provenant de près de 5 000 documents. La collection comprend 4,5 mètres linéaires de documents textuels, 793 photo-

graphies, 199 négatifs, 37 diapositives, une cassette audio et 23 macarons. Chaque document est soigneusement décrit et classé, afin que tout le monde puisse trouver les informations nécessaires à une thèse ou à un projet lié à l'histoire des travailleurs.

La présidente de la section locale 2950, Karen Ranalletta, a décrit les travaux de collection et d'archivage comme quelque chose d'inouï.

« Les voix des travailleuses sont souvent absentes de la recherche universitaire. En investissant dans l'histoire de notre section locale, ces voix de nos membres fondateurs seront préservées et honorées. Notre syndicat est né dans la bibliothèque. Désormais, il y vivra », explique Mme Ranalletta.

Le fonds AUCE numérisé est disponible (en anglais seulement) via les collections ouvertes de la bibliothèque de l'UBC à l'adresse suivante : open.library.ubc.ca/collections/auce

■ Janet Szliske



Victoire contre le premier ministre ontarien Doug Ford devant les tribunaux, en partie grâce au SCFP

Le 19 novembre dernier, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a invalidé la prétendue mesure en faveur de la liberté de choix des étudiantes et étudiants du gouvernement Ford. La Cour a confirmé que le gouvernement avait outrepassé ses pouvoirs et agi de mauvaise foi en prenant des mesures pour rendre les frais accessoires facultatifs.

Les frais accessoires sont approuvés démocratiquement par les étudiants pour financer un large éventail d'activités et d'associations sur le campus. Plusieurs de ces associations emploient des membres du SCFP.

« C'est une victoire majeure pour les étudiants, les travailleurs universitaires et les autres membres du milieu de l'éducation postsecondaire, et une défaite cuisante pour les conservateurs de Ford », estime le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Grâce à cette victoire, les services essentiels aux étudiants, qui avaient été coupés à cause de l'attaque des conservateurs de Ford, seront rétablis. »

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario et la Fédération des étudiantes et étudiants de York ont porté l'affaire devant les tribunaux avec l'aide de plusieurs syndicats, dont le SCFP.

« Dès le moment où les conservateurs de Ford ont attaqué les associations étudiantes et les organisations des campus l'an dernier, il était clair qu'ils essayaient de faire taire la voix des étudiants et des travailleurs universitaires », résume Janice Folk-Dawson, présidente du Comité de coordination des travailleurs universitaires du SCFP.

■ Kevin Wilson

Janice Folk-Dawson

Janice Folk-Dawson, qui est militante du SCFP, présidente d'une section locale et membre du Conseil exécutif du SCFP-Ontario depuis de nombreuses années, a été élue vice-présidente exécutive de la Fédération du travail de l'Ontario (FTO).

Les délégués ont élu Mme Folk-Dawson comme numéro deux de la FTO le 26 novembre dernier à l'occasion du congrès biennal de l'organisation.

En plus d'être présidente du Comité de coordination des travailleurs des universités de l'Ontario du SCFP-Ontario depuis plus de 20 ans, Mme Folk-Dawson est depuis de nombreuses années présidente du SCFP 1334, représentant les travailleurs des métiers, de l'entretien et des services à l'Université de Guelph.